

“Il y a un espoir mais il est té

► La chance de Didier Reynders est qu'il peut partir sur une autre base.

► La situation ne sera pas facile pour Charles Michel, observe le politologue.

Entretien Mathieu Colleyn

Quelles sont les chances de succès de Didier Reynders ? Tentative de réponse avec Pascal Delwit, politologue à l'ULB.

Didier Reynders peut-il réussir, compte tenu du fossé qui sépare Flamands et francophones ?

Dès lors qu'on la lance, une formule a toujours des chances d'aboutir. On peut, dans une phase de dépoliarisation, revenir sur les crispations antérieures. Cela dit, les probabilités sont faibles car le point d'intersection entre les positions exprimées par la N-VA et le CD&V et les partis francophone est absent aujourd'hui. Par rapport au 13 juin on s'en rapproche, mais on en est loin.

On a même l'impression d'assister à un retour en arrière, notamment par rapport aux positions communautaristes du CD&V ou encore sur la non-reconnaissance de Bruxelles ?

On a beaucoup souligné la posture dure de De Wever, mais pas suffisamment l'attitude du CD&V que l'on pourrait presque qualifier de

bizarre. Il dit que PS et N-VA doivent prendre les responsabilités, mais on observe que depuis le début des négociations le CD&V, contrairement à l'idée reçue qui veut qu'il soit scotché à la N-VA, a joué sa propre musique. En étant sinon plus radical, en posant en tout cas des conditions propres que la N-VA n'avait pas forcément avancées. Ça a été le cas de la loi spéciale de financement, principalement amenée par le CD&V, c'est le cas de la cogestion de Bruxelles. Ce n'est pas un secret que Bart De Wever et la N-VA ne sont pas des fans de la Région bruxelloise et de Bruxelles de manière générale, mais on n'a pas senti qu'ils amenaient cette problématique. On l'a beaucoup plus senti dans le chef du CD&V et particulièrement chez Kris Peeters, qui a insisté sur le fait que la Flandre ne lâcherait jamais Bruxelles. Or Kris Peeters est l'homme fort du CD&V

Wouter Beke et Steven Vanackere semblent dans sa roue. En particulier Steven Vanackere, dépeint comme très radical côté francophone.

Vanackere n'est pas comme les Flamands de Bruxelles. Vanackere n'aime pas Bruxelles, c'est évident. Et, dans toutes les négociations, il n'a jamais été porteur de revendications comme le refinancement de Bruxelles qui sont portées par d'autres néerlandophones. Paradoxalement, il n'est pas dans l'écurie de Kris Peeters, il a été amené par Van Rompuy. Depuis le 5 janvier, le CD&V pose un vrai problème. Et puis, dans le monde de la vie réelle,



Pascal Delwit : “Depuis le 5 janvier, le CD&V pose un vrai problème.”

personne ne souhaite faire la démonstration qu'un adversaire est capable d'aboutir là où on a soi-même échoué. C'est une des raisons de l'attitude du CD&V durant la négociation.

Reynders a du souci à se faire alors ?

Personne ne veut que ce soit facile pour lui, peut-être même dans son propre parti...

Comment peut-il arranger les choses, à votre avis ?

Je pense que, en ce qui concerne la réforme de l'Etat, la voie est peut-être celle qui a été mal amenée par la N-VA, qui est de dire, on doit partir sur une autre base, sur quelque chose que la N-VA peut vendre à son électorat, surtout que Bart De Wever peut vendre à son parti et qui soit tenable pour les partis francophones. Sachant que, contrairement à l'image qu'on a, ce ne sont pas toujours les partis francophones contre les partis néerlandophones. Il y a des choses que le PS peut accepter mais qui sont plus dures pour le MR, et réciproquement. C'est la même chose en Flandre. Il faut une voie inédite et certainement pas celle qu'ils (le MR,

NdlR) ont annoncé, de voir ce qu'on peut faire ensemble. On connaît les réponses. Il s'agira de trouver un élément programmatique qui permette aux différentes composantes de dire que c'est un compromis acceptable sans partir de l'existant. Mais ce sera dur, ça veut dire une logique d'approfondissement de la régionalisation dans un secteur et on ne voit pas trop d'approfondissement marquant en dehors de la Sécurité sociale. Et il reste le dossier bruxellois et BHV. Ici, les positions des partis francophones ne sont pas les mêmes. Le PS est surtout demandeur d'un refinancement de Bruxelles alors que le MR est plus sourcilieux sur les droits francophones de la périphérie.

Ce sera assez facile pour le PS de faire échouer Reynders ?

Oui, mais il y a un jeu dans les négociations, celui de ne pas être le seul à dire non. Il y a plusieurs jeux, de ne pas être isolé dans sa communauté et de ne pas diviser sa communauté, d'où d'ailleurs la volonté permanente de De Wever de ne pas faire de réunion plénière. Car celle-ci amenait toujours un

La Journée



nu”

cinq contre deux et mettait en cause le leadership de la N-VA. Mais si le souverain nomme Reynders, je n’imagine pas qu’il le fasse pour la galerie. Il doit y avoir des pistes, mais l’espoir est très ténu.

L’idée qu’il faut passer par les libéraux avant d’envisager des élections ?

Si le Roi nomme Reynders, c’est qu’il y a un espoir d’aboutir avant de constater que dans la configuration parlementaire telle qu’elle est issue du 13 juin, il n’est pas possible d’atteindre un accord.

Vous parliez d’éventuels ennemis internes ?

Ça ne va pas être une situation facile pour Charles Michel. Il est arrivé à la présidence en opposition à Reynders alors que celui-ci est à la manœuvre. Ça permet à la famille libérale, et à Reynders en particulier, de revenir sur le devant de la scène, mais pour les débuts de la présidence de Charles Michel ça ne va pas être simple. A partir du moment où il est nommé par le Roi, c’est Didier Reynders qui gère l’agenda. Ce sera lui qui exprimera les positions de son parti.

On dit souvent que les libéraux peuvent donner plus...

Cela dépend du domaine. Ils sont très certainement aussi durs sur la question du refus de la cogestion, en revanche, ils peuvent aller plus loin dans une perspective de régionalisation de la politique de l’emploi.

Mais ils sont plus radicaux sur BHV ?

C’est une question plus compliquée pour le MR que pour d’autres partis. Le FDF est né sur cette question-là.

On se dirige vers une formule à neuf, ce ne sera pas plus facile.

C’est rare dans une négociation que ce soit plus facile quand on ajoute des partenaires. Si ce n’est qu’ici, le destin de l’Etat fédéral est en jeu.

Copie destinée à Valerie.Bombaerts@ulb.ac.be

En 2011, nous donnons encore plus d’oxygène à vos prO₂jets.

Contactez votre conseiller ING pour un crédit adapté à vos projets professionnels.

En 2011, ING met à nouveau une bouffée d’oxygène à votre disposition. Vous avez des projets plein la tête pour votre entreprise? ING vous aidera à les réaliser en vous proposant le bon crédit au bon moment. Vous voulez étendre vos activités,

vous implanter à l’étranger ou lancer un nouveau produit? Vous avez besoin de liquidités? Faites confiance à ING pour insuffler à votre entreprise l’oxygène dont elle a besoin. Prenez rendez-vous avec votre conseiller ING privilégié.

www.ing.be

ING 

Prêt à tempérament ou ouverture de crédit à but professionnel, sous réserve d’acceptation de votre dossier par ING Belgique et d’accord mutuel. Les conditions générales du crédit sont disponibles dans toutes les agences ING. ING Belgique SA – Banque/Prêteur - avenue Marnix 24, B-1000 Bruxelles – RPM Bruxelles - TVA BE 0403.200.393 - BIC (SWIFT): BBRUBEBB - IBAN: BE45 3109 1560 2789. Editeur responsable: Philippe Wallez, avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles, Belgique.